

Collectif ni guerres ni état de guerre

Texte fondateur

La France était en guerre bien avant les attentats du 13 novembre, lesquels ont largement servi de prétexte à intensifier ces engagements militaires. Les guerres de pillage pour le contrôle des ressources n'ont pas manqué depuis le début des années 2000, en Irak, en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Centrafrique. Ces conflits doivent être désignés par leur nom : ce sont des guerres d'ingérence impérialiste. La France n'a aucun « rôle positif » dans ces interventions, malgré ses prétentions puisées à l'ancien répertoire colonial.

Les interventions militaires que mène l'État français sont très largement invisibles dans les médias. Le peu qui en est dit impose un consentement au nom d'une logique sécuritaire, avec ou sans habillage humanitaire ; le discours belliciste entend anesthésier et tétaniser la population. Pourtant, comment ne pas rappeler les désastres que sèment ces guerres, les millions de morts, de blessés et de déplacés, la misère, le désespoir jetant les populations sur les routes, tandis que s'enrichissent les profiteurs de guerre, les multinationales vendeuses d'armes – la France tenant en la matière le quatrième rang mondial. Ce sont aussi des dépenses colossales, qui détournent l'argent public de dépenses sociales, culturelles et écologiques vitales. De surcroît, l'État qui mène ces guerres, en pompier pyromane, nous entraîne dans une spirale infernale ayant pour effet de renforcer la haine qui débouchera sur d'autres attentats. Les « Rafale » tuent des civils aussi innocents que ceux du Bataclan. Ces bombardements sont des bombes à retardement.

La guerre devient désormais un moyen de gouverner – et de gouverner par la peur. L'état de guerre proclamé justifie la privation croissante des libertés et des mesures directement inspirées de l'extrême droite comme la déchéance de nationalité. Cette situation, d'une extrême gravité, passe pourtant pour une évidence dans le discours politique dominant, comme s'il s'agissait de banaliser la guerre et de nous habituer à cet état martial et sécuritaire. Car l'état d'urgence vise à museler les colères et les luttes : cette guerre est aussi une guerre sociale.

Nous nous opposons aux guerres d'ingérence et de spoliation - donc à tous les impérialismes. Mais nous sommes en France et c'est donc en France que nous pouvons nous battre en priorité contre « notre » propre impérialisme. Nous pouvons le faire concrètement, sans abstraction ni proclamation : parce que les questions géopolitiques qui se jouent parfois à des milliers de kilomètres ont des résonances fortes, ici, dans nos quartiers. C'est pour cela que la lutte de notre collectif passe par le combat contre tous les racismes, et notamment le racisme antimusulman, contre les inégalités et les discriminations, le soutien aux migrants et aux sans-papiers, l'opposition aux mesures d'exception et au contrôle généralisé des populations qui ciblent en priorité les personnes musulmanes ou supposées telles, les quartiers populaires et les mouvements sociaux.

Il nous faut donc nous organiser, riposter par une résistance à la hauteur de ce que nous subissons, à la hauteur des guerres qui se font contre les populations, contre nous et en notre nom. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer un Collectif contre la guerre, qui

- exige l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises, le retrait des bases militaires, la fin des traités et alliances (OTAN...);
- dénonce le marché des ventes d'armes qui irrigue entre autres les pires dictatures ;
- combat la militarisation de la société, le quadrillage des territoires et des esprits par le complexe militaro-sécuritaire ;
- soutient le droit à l'autodétermination des peuples, apporte sa solidarité aux forces de résistance et d'émancipation.

Nous voulons élargir ce comité, nationalement et localement, à toutes les organisations et toutes les personnes qui se retrouvent dans ce combat.

Pour tout contact et signature : antiguerrre16@gmail.com

Signataires au 18 février 2016 :

Bedriye Akyol (Association culturelle des travailleurs immigrés de Turquie) ; Jean-Claude Amara (porte parole de Droits devant!!) ; Nils Andersson (ancien éditeur) ; Hamadi Aouina (musicien) ; Robert Assens (Service Civil International) ; Ana Azaria (présidente de Femmes Egalité) ; Ludivine Bantigny (historienne) ; Emmanuel Barot (philosophe) ; Jacques Bidet (philosophe) ; Daniel Blondet (militant anti-impérialiste) ; Françoise Boman (médecin) ; Maguy Borrás (féministe) ; Thomas Bouchet (historien) ; Antoine Boulangé (syndicaliste enseignant CGT, académie de Créteil) ; Alima Boumediene Thiery (avocate) ; Bruno Boussagol (metteur en scène) ; Youssef Boussoumah (PIR) ; Paul Cabannes (enseignant) ; Anna Caetano (conseillère en insertion professionnelle) ; Sylvain Cantaloube (militant CGT Toulouse) ; Bénédicte Cappello ; Philippe Chesneau (militant écologiste) ; Déborah Cohen (historienne) ; Alexis Cukier (philosophe) ; François Cusset (historien des idées) ; Fanny Darbus (sociologue) ; Marielle Debos (politiste) ; Laurence De Cock (enseignante) ; Christine Delphy (sociologue) ; Esra Demir (Union des femmes socialistes) ; Patrick K. Dewdney (écrivain) ; Jeanne Dion (militante éducation nouvelle) ; Paul Dirx (enseignant-chercheur) ; Samuel Domino (étudiant) ; Joss Dray (auteure-photographe) ; Christian Drouet (militant antimilitariste) ; Clément Dousset ; Julien Dufour (doctorant en sociologie, Université de Lorraine) ; Alice Dula (militante féministe altermondialiste) ; Christiane Etévé (enseignant-chercheur) ; Christian Faucomprez ; Otman Fekar (association Marxistes unitaires) ; Isabelle Garo (philosophe) ; Marif Gleizes ; Renée Gramaize (citoyenne) ; Alain Gresh (journaliste) ; Léna Grigoriadou (enseignante) ; Caroline Guibet Lafaye ; Fatima Har (Ailes-Femmes) ; Odile Henry (sociologue) ; Odile Hélier ; Sabina Issehnane (économiste) ; Fanny Jedlicki (sociologue) ; Thérèse Jouffroy (Amnesty International, Sortir du Nucléaire) ; Barbara Karatsioli (anthropologue) ; Patricia Kasperet (élue EELV, documentariste) ; Razmig Keucheyan (sociologue) ; Amaury Lambert (enseignant-chercheur) ; Patrice Lardeux (militant CGT Paris) ; Daniel Lartichaux-Ullmann (association Marxistes unitaires) ; Luc Lejeune ; Marie Lejeune (sociologue) ; Amélie Le Renard (sociologue) ; Laurent Lévy (essayiste) ; Benjamin Lormet (association Marxistes unitaires) ; Christian Mahieux (syndicaliste SUD-Rail) ; Henri Maler ; Philippe Marlière (politiste) ; Eliane Meillier (médecin et féministe) ; Marwan Mohammed (sociologue) ; Maurice Montet (secrétaire Union pacifiste) ; Christian de Montlibert (sociologue) ; Bénédicte Monville-De Cecco (conseillère régionale Île de France) ; René Monzat (membre d'Espaces Marx) ; José-Luis Moraguès (universitaire) ; François Nadiras (militant Ligue des Droits de l'Homme, Toulon) ; Olivier Neveux (historien de l'art) ; Adrien Nicolas (association Marxistes unitaires) ; Claude Normand (NPA) ; Gisèle Noublanche (membre de la LIFPL et du MRAP) ; Lucille Nouri (étudiante) ; Marc Ollaf (militant marxiste-léniniste) ; Chrystel Oloukoï (étudiante) ; Eugénia Palieraki (historienne) ; Elise Palomares (sociologue) ; Christiane Passevant (chroniques rebelles/Radio Libertaire) ; Willy Pelletier (sociologue) ; Timothy Perkins (artiste et enseignant à l'ENSCI) ; Hélène Peytavi (syndicaliste) ; Christian Pierrel (directeur de publication de *La Forge*) ; Joanny Poncet (militant syndicaliste CGT) ; Zineb Rachedy ; Laetitia Remy (étudiante en sociologie et fille d'ouvriers) ; Paula Rice (enseignante) ; Théo Rival (Alternative libertaire) ; Tarik Safraoui (réalisateur) ; Nordine Saïdi (Bruxelles Panthères) ; Catherine Samary (économiste) ; Serge Seninsky (retraité) ; Ariel Sevilla (sociologue) ; Omar Slaouti (enseignant) ; Nadine Slyper ; Teddy Theodose ; Julien Théry-Astruc (historien) ; Ali Tolu (militant syndicaliste CGT) ; Rémy Toulouse (éditeur) ; Enzo Traverso (historien) ; Marlène Tuininga (journaliste militante) ; Eleni Varikas (professeur émérite, Université Paris VIII) ; Christian Vernet ; Monique Vidal (retraîtée de l'Education Nationale, ancienne responsable syndicale) ; Olivier Vinay (militant syndical) ; Louis Weber (éditeur) ; Béatrice Whitaker (architecte, militante Ensemble) ; François Wolf

Association culturelle des travailleurs immigrés de Turquie (ACTIT) ; Ailes-Femmes ; Alternative Libertaire ; Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP34) ; CAPJPO-Europaléatine ; CGT Paris 7^e ; Collectif des Féministes pour l'Egalité (CFPE) ; Comité anti-impérialiste ; Confédération Nationale du Travail (CNT) ; Droits devant !! ; Emancipation tendance intersyndicale ; Fédération des Associations de Solidarité avec Toutes les Immigré-e-s (FASTI) ; Femmes plurielles ; Fondation Frantz Fanon ; Front Uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP) ; Marxistes Unitaires ; Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ; Organisation Communiste - Futur Rouge (OC-FR) ; Organisation de Femmes égalité ; Parti des Indigènes de la République (PIR) ; Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) ; Rassemblement organisé des communistes (ROCML) ; Sangha-Paris ; Section française de la LIFPL/WILPF (Women International League for Peace and Freedom) ; Sortir du colonialisme ; Union juive française pour la paix (UJFP) ; Union des Femmes Socialistes de Turquie (SKB) ; Union pacifiste de France (UPF)